



Hervé Moreau
Président de Notre Nation
Ancien capitaine de gendarmerie
8 rue des Bleuets
21190 Merceuil
president@notre-nation.fr

À
Monsieur Sébastien Lecornu
Premier ministre
57 rue de Varenne
75007 Paris

Merceuil, le 19 septembre 2025

Monsieur le Premier Ministre,

La France traverse une crise profonde. La dette publique atteint **3 345 milliards d'euros**, soit **114% du PIB**, et le déficit budgétaire menace notre souveraineté nationale. Pendant que l'État dépense sans compter, nos compatriotes subissent la double peine : inflation, insécurité et perte de repères collectifs.

Jamais la République n'a semblé si fragilisée. Dans nos villes comme dans nos villages, les Français vivent dans l'angoisse de la violence quotidienne. Nos forces de sécurité et de secours sont à bout, nos agriculteurs sont sacrifiés par des accords comme le Mercosur, et nos classes moyennes n'ont plus confiance en l'État, nos aînés se sentent abandonnés et oubliés n'arrivant plus à vivre dans la dignité et à se soigner correctement.

Fondé il y a moins d'un an, **Notre Nation** s'est donné une mission : rétablir la dignité, la probité et la proximité avec le peuple de France. J'ai moi-même servi la France comme capitaine d'abord dans l'armée de Terre puis en gendarmerie : je sais ce que protéger veut dire, et je refuse de voir notre pays se déliter sous le poids de la lâcheté politique.

Face à cette urgence, nous présentons un **contre-budget pour 2026** permettant de réaliser **80 milliards d'euros d'économies crédibles** sans augmenter les impôts, tout en garantissant la santé, les retraites et la sécurité sociale des Français.

1. Réforme de l'État et simplification territoriale (21 Md€)

- Suppression des régions et intercommunalités avec transfert aux départements et communes (**10Md€**).
- Fermeture des agences régionales (ARS, ADEME, OFB, CESER, CESE) (**7 Md€**).
- Rationalisation du parc immobilier de l'État et suppression des doublons administratifs (**4 Md€**).

2. Immigration et justice sociale (13 Md€)

- Suppression des aides sociales non contributives pour les étrangers avant cinq ans de résidence et de travail effectif (**7 Md€**).
- Transformation de l'AME en aide médicale d'urgence limitée (**2 Md€**).
- Évacuation des squats sous 72h et fin des subventions aux associations pro-migrants (**2 Md€**).
- Lutte contre la fraude sociale et fiscale (**2 Md€**).

3. Politique sociale et emploi (17 Md€)

- Suppression pure et simple du RSA, afin de remettre les bénéficiaires au travail (**14 Md€**). Refonte ou suppression de l'Agence France Travail, en maintenant seulement le service de paiement (**3 Md€**).
- Développement de l'apprentissage et simplification pour les PME, artisans et TPE : mesures neutres budgétairement, mais indispensables pour redonner une culture du travail à notre jeunesse et libérer l'emploi.

4. Fonction publique et gouvernance (7 Md€)

- Fin de l'emploi à vie pour les nouveaux fonctionnaires, avec des contrats de carrière modernisés (**3 Md€**).
- Réduction du nombre de parlementaires et réforme des indemnités (**2 Md€**). Rationalisation des structures politiques et administratives (**2 Md€**).

5. Énergie, logement, agriculture et contribution européenne (15 Md€)

- Fin des subventions massives aux énergies renouvelables intermittentes (**4 Md€**). Réforme du logement : taxation des logements vacants longue durée, fin des baux HLM à vie, recentrage sur les urgences sociales (**2 Md€**).
- Défense de l'agriculture française : recentrage des aides et simplification des normes (**1 Md€**).
- Réduction de 30 % de la contribution française au budget de l'Union européenne (**8 Md€**).

6. Réforme des retraites (progressive : 7 Md€)

Maintien de l'âge légal à **64/65 ans**, mais avec un véritable système de pénibilité par points, l'introduction d'une dose de capitalisation et la suppression des régimes spéciaux, alignant ainsi public et privé.

Nos lignes rouges

- Aucun nouvel impôt : les Français n'ont plus à payer l'incurie des gouvernements successifs.
- Pas de désindexation des retraites : nous défendons le pouvoir d'achat de ceux qui ont travaillé toute leur vie.
- Pas de baisse de la prise en charge des soins : la santé publique n'est pas une dépense superflue, c'est un pilier de la République.

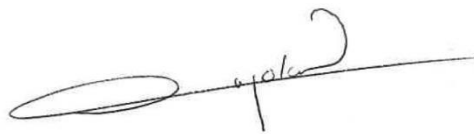
Monsieur le Premier Ministre,

Ce plan de redressement de **80 milliards d'euros d'économies réalistes et crédibles** n'est pas une option politique : c'est une exigence nationale. La France doit redevenir un État protecteur et respecté, concentré sur ses missions régaliennes : la sécurité, la justice, l'agriculture, l'**instruction nationale**, et le soutien à nos entreprises.

Notre Nation est une formation politique qui est prête à travailler dans l'intérêt de la France. Il est grand temps de prendre des mesures fortes et nécessaires. Il en est fini de faire des concessions pour satisfaire tel ou tel parti. Seul doit compter l'intérêt supérieur de la Nation, jamais celui des appareils politiques.

Je suis à votre entière disposition pour évoquer ces propositions et servir l'intérêt général.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma haute considération.



Hervé Moreau

Président de Notre Nation

Ancien capitaine de gendarmerie